VINOVSKIS (Maris A.). – *History & Educational Policymaking*

New Haven/London : Yale University Press, 1999. – 336 p.

Malie Montagutelli

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/938>

DOI : 10.4000/histoire-education.938

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 149-151

ISBN : 2-7342-0903-9

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Malie Montagutelli, « VINOVSKIS (Maris A.). – *History & Educational Policymaking* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 93 | 2002, mis en ligne le 15 janvier 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/938> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.938>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

VINOVSKIS (Maris A.). – *History & Educational Policymaking*

New Haven/London : Yale University Press, 1999. – 336 p.

Malie Montagutelli

RÉFÉRENCE

VINOVSKIS (Maris A.). – *History & Educational Policymaking*. – New Haven/London : Yale University Press, 1999. – 336 p.

- 1 Maris Vinovskis est professeur d'histoire à l'université du Michigan et membre de l'Académie nationale pour l'éducation. Il a été conseiller et consultant auprès du Bureau fédéral pour la recherche sur l'éducation. C'est actuellement l'un des plus éminents chercheurs dans le domaine de l'histoire sociale de l'éducation aux États-Unis. Dans cet ouvrage, il fait le point sur ce que les historiens peuvent apporter au monde politique et aux décideurs, le postulat de base étant qu'une bonne connaissance de l'histoire permet de prendre des décisions éclairées.
- 2 M. Vinovskis fait d'abord un rappel historique de la relation entre historiens et hommes politiques, relation qui fut forte dans le courant de la seconde moitié du XIX^e siècle, à une époque où l'idée que la connaissance de l'histoire était indispensable aux membres de la classe politique était communément acceptée. Avec le XX^e siècle, l'histoire devint une discipline plus rigoureuse et la conviction que son étude scientifique pouvait améliorer la société américaine se répandit. Histoire et historiens étaient à l'honneur : la première occupait alors une place importante dans les programmes scolaires et les seconds servaient volontiers de conseillers dans les prises de décision à tous les niveaux de gouvernement. Les deux guerres mondiales ne firent qu'accentuer cette tendance, des historiens ayant fait office de conseillers ou ayant dirigé des bureaux d'enquête pour le ministère des Affaires étrangères. Plus récemment, on se souvient d'Arthur Schlesinger, Jr. qui fut l'un des conseillers du président Kennedy, d'Éric Goldman qui était « l'intellectuel de service » (p. 33) du

président Johnson et, bien sûr, d'Henry Kissinger qui servit le président Nixon en tant que conseiller, puis ministre des Affaires étrangères.

- 3 En revanche, la réorientation de l'histoire à la fin des années 1960 vers des études « *from the bottom up* » contribua à fragmenter la recherche et favorisa le développement de l'histoire sociale, au détriment de l'histoire politique et diplomatique. Ceci contribue à expliquer, à partir de cette époque, le désintéressement relatif des historiens pour l'histoire des institutions et aussi l'éloignement progressif entre les historiens et le pouvoir.
- 4 En ce qui concerne l'école et l'enseignement, le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation créé en 1979, a toujours compté parmi ses principales responsabilités celle de rassembler des informations, qualitatives et quantitatives, concernant l'ensemble du système scolaire. Mais Vinovskis note que, depuis la fin des années 1980 environ, le ministère emploie pour ce faire bien peu de chercheurs universitaires expérimentés (p. 55) ; il remarque aussi que lorsque des universitaires définirent les grandes lignes d'un programme national en histoire, en 1994, celui-ci fut fort critiqué par l'ensemble de la classe politique, y compris par Richard Riley, le ministre de l'Éducation de l'époque, ainsi que par le président Bill Clinton.
- 5 Ce livre est avant tout un plaidoyer pour le travail de recherche effectué par les historiens de l'éducation. C'est un plaidoyer prononcé dans l'espoir de voir se resserrer la relation entre chercheurs universitaires et décideurs, en matière de politique scolaire dans le système public. Il montre comment l'historien peut donner au décideur une perspective à long terme, qui évitera ces réformes « *band-aid* », ponctuelles et sans vision, qui n'apportent aucune amélioration réelle et durable au système scolaire. M. Vinovskis évoque certains des grands dossiers de la recherche, portant sur l'enseignement préscolaire et sur des programmes sociaux en faveur des tout jeunes enfants, comme *Head Start* par exemple. Pour chacun d'entre eux, il présente une synthèse très complète du travail effectué depuis les années 1960 par les différentes équipes de chercheurs. Un peu plus loin, dans un chapitre intitulé « Réforme systémique de l'éducation », il évoque les travaux de Jennifer O'Day et Marshall Smith qui ont permis de développer le concept de « réforme systémique » en éducation et qui concluent sur la nécessité d'instaurer des programmes et des critères nationaux pour une amélioration uniforme et généralisée du système. On sait les polémiques que suscitent la réflexion sur l'établissement de critères nationaux aux États-Unis. Dans ce cas précis, M. Vinovskis montre bien que c'est sans doute l'historien qui est le mieux placé et le plus apte à définir des programmes efficaces, parce qu'il est le mieux à même de porter un jugement objectif et général à la fois dans la durée et dans l'espace.
- 6 Le présent ouvrage a été publié en 1999, à un moment critique dans l'histoire de l'école américaine. En effet, depuis le rapport « *A Nation at Risk* » de 1983, l'Amérique n'a cessé de s'interroger sur la meilleure façon d'améliorer le niveau général des élèves du primaire comme du secondaire. On parle de plus en plus de la nécessité d'établir des critères nationaux, mais les discussions achoppent toujours sur ce point si contraire au système fédéral américain et au partage des responsabilités entre les différents niveaux de pouvoir, fédéral, d'État ou local. Une multitude de voix se fait actuellement entendre en une cacophonie où, curieusement, les historiens sont loin de dominer. En revanche, les patrons d'industrie, les grands hommes d'affaires ont, eux, une écoute favorable lorsqu'ils proposent de prendre en main la gestion d'une école en difficulté ou d'ouvrir

des « *charter schools* » et d'y enseigner des programmes d'études qu'ils auront eux-mêmes définis. Ce livre milite pour que l'historien puisse pratiquer son métier (son art ?), dans la cité, pour le bien commun. Il est réconfortant de lire l'œuvre d'un scientifique qui n'a pas peur de s'engager.